



## éditorial

# à contre-courant de l'aquaculture industrielle

À l'heure où gouvernements et entreprises présentent de plus en plus l'aquaculture comme le remède aux crises alimentaire, économique et climatique, il convient de se demander si ces argumentaires sont pertinents. La recherche montre que l'élevage de crevettes et de saumon prive davantage les plus défavorisés de nourriture qu'il n'en apporte à quiconque.

Les volumes de soja cultivé en monoculture et de poissons sauvages transformés en alimentation pour ces espèces sont stupéfiants. L'impact climatique global de l'aquaculture avec une chaîne de valeur aussi mondialisée est presque impossible à évaluer. Pourtant, la Global Seafood Alliance se targue : « l'aquaculture est particulièrement bien placée non seulement pour résister aux impacts du changement climatique, mais aussi pour aider à en atténuer les effets », alors même qu'une étude scientifique estime que l'empreinte climatique des crevettes d'élevage est comparable, par kilogramme de produit, à celle du bœuf.

Un nouveau rapport de l'ONU sur la pêche et l'aquaculture (SOFIA, 2026) décrit l'aquaculture comme « contribuant grandement au développement économique », citant une valeur sectorielle estimée à 391 milliards de dollars américains. Mais il passe sous silence les profits accaparés par un petit nombre d'entreprises et les millions de personnes dont la base économique disparaît en raison de la dépossession de leurs territoires ou d'une pollution environnementale sévère.

En réponse aux ravages causés par l'aquaculture industrielle et la menace qu'elle représente pour la souveraineté alimentaire, le Forum mondial Nyéléni a décidé en 2025 de lancer une campagne mondiale pour résister au contrôle des entreprises, à la destruction supplémentaire par cette industrie et à la privatisation des zones océaniques et côtières. Cette édition du bulletin Nyéléni regroupe certains des travaux de la campagne.

Groupe ETC, FIAN, GRAIN, TNI, WFPF

Aidez nous  
à construire  
le mouvement  
pour la Souveraineté  
Alimentaire à partir des  
mouvements de base.

abonnez-vous !

www.nyeleni.org

faire un don :

nyeleni.org/es/aparticipa/

## qui sommes-nous ?

Chaque jour, des centaines d'organisations et de mouvements s'engagent dans des luttes et différents types d'initiatives pour défendre et promouvoir le droit des peuples à la Souveraineté Alimentaire dans le monde. Beaucoup de ces organisations étaient présentes au *Forum International Nyéléni 2007*, au Mali, et se sentent membres d'un **mouvement pour la Souveraineté Alimentaire** plus large. **Nyéléni est la voix de ce mouvement international.**

Organisations impliquées: AFSA, CIP pour la Souveraineté Alimentaire, ETC Group, FIAN, Focus on the Global South, GRAIN, Grassroots International, La Marche mondiale des femmes, Le Forum mondial des peuples pêcheurs, Le Forum mondial des travailleurs de la pêche, Les Amis de la Terre international, Radio Mundo Real, Transnational Institute, Via Campesina, VSF-Justicia Alimentaria Global, WAMIP, WhyHunger.

## encadré 1

### Le poisson qui n'atteint jamais l'assiette

«Plus d'un demi-million de tonnes de poissons pélagiques qui pourraient nourrir plus de 33 millions de personnes... [sont] extraites de l'océan le long de la côte de l'Afrique de l'Ouest et transformées en farine et en huile de poisson.»<sup>1</sup> – Rapporteur spécial l'ONU sur le droit à l'alimentation

Comme l'a déclaré le Rapporteur spécial de l'ONU, la faim n'est pas causée par un manque de nourriture, ce n'est pas un problème de production. Elle résulte plutôt d'un système alimentaire dans lequel les entreprises mondiales d'aliments pour poissons aggravent l'insécurité alimentaire en transformant les poissons sauvages en farine et en huile de poisson<sup>2</sup>. En 2024, plus de 18 millions de tonnes de poissons sauvages, soit l'équivalent de 23 % de la capture marine totale, ont été transformées en farine et en huile de poisson. Le Pérou et le Chili représentent la plus grande part de la production mondiale, bien que cela soit fragilisé par El Niño.

Bien que des données précises soient difficiles à obtenir pour tous les pays et régions, en Inde seulement, on estime qu'un million de tonnes de poissons sauvages auraient atterri dans une cinquantaine d'usines de transformation de poisson en 2018<sup>3</sup>. Environ 450 usines supplémentaires, réparties dans 62 pays<sup>4</sup>, représentent la majorité du reste. Une part importante de ce poisson, si ce n'est la quasi-totalité, pourrait plutôt nourrir les personnes, plutôt que d'alimenter un système mondialisé où les anchois pêchés dans une partie du monde sont donnés aux crevettes dans un autre, qui seront ensuite transformées et vendues à des consommateurs à revenu moyen ou aisé ailleurs.

1 - Fakhri, M. (2024). La pêche et le droit à l'alimentation dans le contexte des changements climatiques. CDH <https://docs.un.org/fr/A/HRC/55/49>

2 - FAO. 2026. La Situation mondiale des pêches et de l'aquaculture 2026 <https://doi.org/10.4060/cd9841fr>

3 - Scholtens, Karuppiah, Jyotishi (En anglais) Rapport Samudra, 83, 38-42. <https://www.icsf.net/samudra-articles.php?id=5364>

4 - Lauren A. Shea et al. (En anglais) Distribution spatiale des usines de farines et d'huile de poisson à travers le monde. <https://www.science.org/doi/10.1126/sciadv.adr6921>

## sous les feux de la rampe 1

### Aquaculture centrée sur la communauté : soutenir les personnes, l'alimentation et les écosystèmes

L'aquaculture (souvent appelée élevage de fruits de mer ou pisciculture) est un système de gestion des plantes et animaux aquatiques dans les zones côtières. De nombreux types d'aquaculture sont pratiqués depuis des millénaires et ont été historiquement créés par des observations locales de la terre et de l'eau. Lorsqu'elle est réalisée de manière écologiquement responsable, l'aquaculture peut constituer un socle robuste pour les communautés, les économies et les systèmes alimentaires de la région.

Une pratique aquacole responsable repose sur plusieurs principes qui garantissent de bonnes relations avec l'environnement et les communautés locales. Cela implique d'exploiter la ferme à une échelle adaptée à l'espèce en question et dans le contexte de l'écologie locale. Une échelle adéquate garantit que la ferme est en harmonie avec l'écologie locale et permet un large accès communautaire. La ferme doit également appartenir et être exploitée par la communauté locale, où le fruit de la récolte reste majoritairement au sein de la communauté. Faire partie de la communauté signifie aussi ne pas être en concurrence pour l'espace ou les ressources avec d'autres récolteurs, agriculteurs et pêcheurs locaux. Ces pratiques devraient également refléter le fait que les eaux sont une ressource publique et que leur gestion continue doit s'appuyer sur une gouvernance participative.

Il existe encore quelques exemples d'aquaculture durable à l'époque moderne. Ces initiatives à échelle appropriée sont gérées et exploitées par des personnes intégrées à la communauté, en harmonie avec les populations de poissons sauvages, et respectent les eaux comme une ressource publique partagée. Une forme traditionnelle d'aquaculture pratiquée à l'échelle mondiale consiste à créer des pièges à poissons, souvent en pierre et/ou en bois, dans les zones intertidales. Chaque communauté possède ses propres traditions et formations uniques, mais beaucoup de ces pratiques existent depuis des milliers d'années.

Les jardins de palourdes du nord-ouest pacifique de l'île de la Tortue (Amérique du Nord) constituent un exemple d'aquaculture écologiquement responsable. Ils sont entretenus par plusieurs peuples autochtones, dont les Tlingit, Haida, Heiltsuk, Kwakwaka'wakw, Nuuchah-nulth, ainsi que les Salish de la côte du Nord, du Centre et du Sud, entre autres<sup>1</sup>. L'ampleur et la responsabilité écologique de ces jardins sont gérées de manière responsable, mais la question de la propriété est complexe, principalement en raison des impositions issues du passé colonial. Beaucoup de ces jardins se trouvent à l'intérieur de plusieurs limites juridictionnelles, entre les eaux d'État, les terres des parcs nationaux fédéraux, les frontières rurales et d'autres situations. Ces communautés doivent naviguer dans des systèmes incroyablement complexes pour perpétuer ces jardins dans leurs emplacements historiques, et les habitants des eaux continuent de se battre pour la reconnaissance de leur mode de vie ancestral, sur les terres, les océans, les rivières et les mangroves à travers tous les milieux aquatiques de toutes les régions du monde.

1 - Pacific Sea Garden Collective (2022). Jardins marins à travers le Pacifique : réveiller les innovations ancestrales de la mariculture (en anglais). <https://doi.org/10.6069/ZJB9-CG30>

# sous les feux de la rampe 2

## La mainmise des entreprises d'élevage dans l'aquaculture industrielle

Des années 1960 aux années 1980, les programmes de « Révolution verte » en agriculture ont remplacé des centaines de milliers de variétés agricoles par quelques variétés à haut rendement. Ces cultures ont provoqué de fortes propagations de maladies et d'espèces ravageuses, créant une dépendance aux semences, engrais et pesticides industriels. Une « révolution » génétique semblable s'étend également à l'aquaculture. L'expansion des fermes industrielles d'espèces marines à grande valeur commerciale cause d'importants dégâts environnementaux et met à mal la pêche et l'aquaculture traditionnelles. Ces exploitations dépendent de nouvelles variétés de plus en plus contrôlées par des entreprises ayant des intérêts dans l'alimentation et le bétail.

Les mégafermes de saumon sur les côtes de la Norvège, du Chili, du Canada, de l'Écosse et de l'Australie, par exemple, utilisent du saumon issu d'un programme public norvégien d'élevage. Le programme reposait sur des dizaines de populations de saumons prélevées dans les rivières pour élever des poissons à croissance rapide et dociles. Avec le saumon à haut rendement et génétiquement uniforme, la production a explosé, mais les fermes propagent maladies et parasites avec des impacts catastrophiques sur le saumon sauvage. Les poissons nécessitent également d'énormes quantités de nourriture faite à partir de poissons sauvages provenant d'Afrique de l'Ouest et d'autres côtes, avec de graves impacts sur les écosystèmes et la sécurité alimentaire locale. Aujourd'hui, l'élevage et la production du saumon sont dominés par quelques entreprises, et le programme public norvégien de sélection appartient à une société allemande de génétique animale, le groupe EW.

Les entreprises dominent également le marché de la génétique des crevettes en Asie, où la production industrielle repose sur des variétés uniformes et à haut rendement, élevées dans des étangs clos, à forte densité et avec beaucoup d'aliments. Ces fermes de crevettes sont en proie aux maladies et nécessitent donc des graines (jeunes crevettes) certifiées sans agents pathogènes. Seules quelques entreprises du secteur de l'élevage contrôlent ce marché des graines sans agents pathogènes. Par exemple, Hendrix Genetics (Pays-Bas) et Charoen Pokphand (CP) de Thaïlande détiennent un monopole au Sri Lanka, CP dominant également le marché de l'alimentation pour animaux. Ces deux mêmes entreprises contrôlent environ 90 % du marché en Indonésie. En Chine, deux entreprises d'alimentation animale, Haid Group et Evergreen, sont les acteurs principaux sur le marché des graines de crevettes et s'étendent rapidement à l'étranger.

En Équateur, premier exportateur mondial de crevettes, la situation est différente. Les grandes entreprises élèvent des crevettes dans de grandes exploitations ouvertes à faible densité. Pour assurer la résistance aux maladies, de grandes populations de crevettes sont exposées aux agents pathogènes et celles qui survivent sont sélectionnées pour le cycle de production suivant. La sélection des crevettes est devenue plus intensive et technologique au fil des années, et des entreprises spécialisées en élevage existent, mais en Équateur, l'élevage est encore principalement réalisé par les grandes entreprises d'élevage pour leurs propres fermes.

L'aquaculture industrielle est une industrie jeune comparée à l'agriculture et à l'élevage industriels, mais elle suit la même logique du capitalisme : grandir ou « se faire dévorer » par les grandes entreprises. Le contrôle des gènes est la nouvelle frontière dans ce secteur estimé à plusieurs milliards de dollars.

## encadré 2

### Géo-ingénierie des algues et de la mer

Tout comme REDD+ (Réduire les émissions issues de la déforestation et la dégradation de la forêt) a permis aux entreprises de s'approprier des forêts appartenant aux peuples autochtones au nom de la compensation carbone, les pollueurs prévoient désormais de transformer l'océan en un casino carbone, utilisant la culture d'algues à grande échelle comme forme d'aquaculture, combinée à des technologies de géo-ingénierie marine pour générer des crédits carbone.

La géo-ingénierie désigne des technologies non prouvées et à haut risque, supposées ralentir ou inverser le réchauffement de la planète. Les technologies de géo-ingénierie marine menacent dangereusement l'intégrité des océans, modifiant leur biogéochimie et impactant de manière irréversible les communautés et écosystèmes marins. Ces techniques incluent la fertilisation océanique (ajout de nutriments tels que les minéraux et la biomasse), l'augmentation de l'alcalinité océanique (rejet de masses de minéraux pour réduire l'acidification) et l'éclaircissement marin des nuages (pulvérisation d'eau de mer pour « éclaircir » les nuages). Les techniques utilisées en aquaculture d'algues incluent l'enfouissement de biomasse et la remontée artificielle d'eau ou upwelling (installation de tuyaux en profondeur dans l'océan, qui pompent de l'eau froide et la renvoient à la surface) pour favoriser la croissance des algues.

De leur côté, les écosystèmes d'algues naturels et gérés de manière traditionnelle font partie des zones les plus diverses en biodiversité et productives de la nature. Les peuples autochtones, les communautés côtières et de pêcheurs ont rejeté les monocultures industrielles d'algues en raison des risques culturels, économiques, environnementaux et liés aux droits humains. Dans ce contexte, l'aquaculture rencontre la géo-ingénierie, la capture des océans et la perturbation des moyens de subsistance des pêcheurs. L'aquaculture des algues associe de fausses solutions néfastes aux moyens de subsistance tout en réduisant la valeur incommensurable de nos océans à des unités vendables, maximisées pour le profit dans le faux business de « sauver la planète ».

1

## Cages à poissons sur le lac Victoria et droit à l'alimentation

*Village de Namakeba, district de Buvuma, Ouganda*

Je vis dans le village de Namakeba et, comme tout le monde ici, ma famille survit grâce au lac Victoria. Nous ne pouvons pas beaucoup cultiver car nous sommes dans une réserve forestière et nous n'avons même pas le droit de récolter du bois de chauffage, et une entreprise d'huile de palme a mis la main sur les quelques bonnes terres autour de nous. C'est pourquoi la pêche va au-delà d'une simple activité, c'est notre façon de manger, et d'acheter la nourriture que nous ne pouvons pas cultiver nous-mêmes, apportée par de petits commerçants de Masese et Kiyindi.



Puis sont arrivées les cages à poissons. Il existe désormais des portions du lac auxquelles nous n'avons plus accès, certaines appartenant à un investisseur chinois s'étendant sur plus d'un demi-hectare. On y pêchait avant. Maintenant, on nous chasse si on s'approche trop, et chaque année les cages grossissent, occupant un peu plus du lac à chaque fois. Les filets que nous remontons sont plus légers qu'avant. Certains d'entre nous sortent toute la nuit et reviennent avec à peine assez pour vendre, encore moins pour manger.

Le problème ce n'est pas seulement le poisson, mais aussi se déplacer. Les cages se trouvent sur nos anciennes routes, donc les bateaux font désormais un long détour. Un voyage qui durait autrefois une nuit prend maintenant des heures de plus, consomme plus de carburant, coûte plus cher. Les tarifs vers Masese ont doublé. Comme notre nourriture arrive par bateau, ce coût est répercuté sur chaque sac de maïs, sur chaque bouteille d'huile que nous achetons.

Nous savons exactement ce qu'il se passe, et nous ne sommes pas prêts à rester les bras croisés. La pêche est à la fois notre moyen de subsistance et notre source de nourriture, donc quand le lac rétrécit pour nous, nos repas aussi. Nous haussons la voix car nous pensons qu'une solution existe, avec des règles équitables qui protègent l'espace pour les personnes qui ont toujours vécu de ce lac. Nous voulons que nos enfants pêchent dans ces eaux bien après nous.

2

## Nous sommes Kottaimedu. Voici notre combat

*Familles de pêcheurs de Kottaimedu, Inde*

Nous sommes les familles de pêcheurs de Kottaimedu. Depuis près de vingt ans, nous luttons pour protéger notre source de vie : nos eaux et notre littoral.

Après le tsunami qui a emporté nos maisons en 2004, le gouvernement nous a déplacés ici, près du canal de Buckingham avec ses vasières, mangroves, et eaux qui, nous le savions, pourraient nous sustenter. Nous pensions être en sécurité. Puis, en 2007, une ferme industrielle de crevettes s'est installée juste à côté. Au début, c'était juste une odeur. Puis le canal qui alimentait nos familles est devenu sale. Puis notre eau potable est devenue salée. L'école de nos enfants, à peine à 150 mètres de l'étang, ne pouvait plus utiliser son propre puits. Notre peau s'est couverte d'éruptions. Nos reins ont commencé à lâcher. Nous nous sommes plaints. Personne n'écoutait.

En 2019, nos femmes ont fait grève et ont manifesté. Cela a valu à treize de nos dirigeant-es d'être entraîné-es dans des affaires pénales ; montées de toutes pièces, car deux des membres de notre communauté n'étaient même pas dans le pays lorsque le prétendu « délit » a eu lieu, et pourtant on les a accusés. Il a fallu attendre 2023 pour que les tribunaux rejettent l'affaire. Six ans de nos vies, volés par la peur et les soupçons. Mais cela ne nous a pas arrêtés. Nous avons tout documenté nous-mêmes; chaque canalisation qu'ils se sont accaparée, chaque bassin de traitement inexistant, chaque infraction. Nous avons apporté nos preuves à toutes les administrations qui voulaient bien nous recevoir. Lentement, difficilement, les choses ont commencé à bouger. Un verdict ici, une décision de la Cour là. Appels, retards, attente interminable. Le 16 février 2026, nous avons enfin gagné: toute activité aquacole à la ferme a été définitivement arrêtée. Nous nous battons maintenant pour que cela soit pleinement appliqué, y compris la fin de l'empiétement sur nos terres.

Nous ne nous sommes pas seulement battus pour un étang. C'était pour notre vie en tant que communauté de pêcheurs, nos droits humains à l'alimentation et à la nutrition, à des eaux propres et saines, et à la dignité. Nous n'avons pas attendu la justice. Nous avons gagné parce que nous avons refusé de nous taire et nous sommes battus pour ce qui nous appartenait.

## 3

### Quand la mangrove disparaît, nous perdons une partie de notre vie

*Communautés de pêcheurs, Carapitanga Quilombo, Brésil*

Je viens du Carapitanga Quilombo, dans la municipalité de Brejo Grande, sur la côte nord de l'État de Sergipe, dans la région de l'estuaire du fleuve São Francisco.

Autrefois, tout ici était sain. L'eau n'était pas empoisonnée et la mangrove était notre richesse. Nous pêchions librement, attrapions des huîtres, des sururu, des crabes aratu, siri et de nombreux types de poissons et crabes. Quand nous revenions de la pêche, nous remplissions des seaux et les partagions avec nos voisins et tout le monde ramenait de la nourriture à la maison.

Tout a changé lorsque les mangroves ont commencé à être défrichées pour faire place aux bassins de crevettes. Les gens abattent les mangroves, mettent du poison dans les étangs et quand ils lavent ces bassins, toute l'eau contaminée se déverse dans la rivière. J'ai vu des animaux morts dans la boue, et la boue sentait la pourriture. Les poissons, les crustacés et de nombreuses autres espèces ont commencé à disparaître. Chaque jour, l'espace des crabes, aratus, siris et poissons se réduit car les mangroves sont détruites.

Aujourd'hui, il faut marcher beaucoup plus loin, ou aller en bateau, pour trouver des fruits de mer. Parfois, nous lançons nos filets et ne capturons que la nourriture d'une seule journée. Les familles de pêcheurs sont en détresse. Autrefois, notre richesse venait des mangroves. Aujourd'hui, de nombreuses familles dépendent des aides de la Bolsa Família et doivent acheter de la nourriture car la mangrove ne peut plus fournir ce qu'elle offrait auparavant.

Je ne mange pas les crevettes produites dans ces étangs car elles contiennent du poison. Je préfère les crevettes et les poissons qui viennent de la nature.

La destruction n'est pas finie. De nouvelles zones continuent d'être défrichées, et chaque fois qu'une autre partie de la mangrove disparaît, nous perdons une autre partie de notre vie. Pourtant, je reste persuadé que s'ils laissent la nature tranquille, elle se reconstruira. La mangrove peut revenir, tout comme les poissons, crabes et coquillages. Peut-être pas pour notre génération, mais pour celle de nos enfants et petits-enfants, car eux aussi ont le droit de vivre de la richesse que la mangrove nous a toujours donnée.

## 4

### Longues heures, salaire bas, aucune sécurité : un ouvrier de ferme de crevettes témoigne

*Ouvrier dans une ferme de crevettes dans la province d'Esmeraldas, Équateur*

Je m'appelle Carlos et je travaille dans un élevage de crevettes en bassins. Ce travail est très difficile, car je n'ai pas d'emploi du temps fixe. Je dois être ici 24 heures sur 24 et travailler la nuit ou tôt le matin, qu'il pleuve ou qu'il fasse soleil. Mon patron me paie 400 dollars américains par mois. Ce n'est pas assez parce que j'ai une femme, et mes trois enfants doivent aller à l'école. Parfois, je n'ai pas assez d'argent pour qu'ils aillent à l'école. Le travail est très difficile et pénible, à tel point que souvent, ma femme et mon fils aîné doivent m'aider.

Je n'ai pas de sécurité sociale. Mes enfants ont constamment des problèmes de santé. Parfois, quand on tombe malade ici, il est difficile de partir, car il n'y a pas d'accès à la route. Alors nous devons attendre les bateaux pour qu'ils nous emmènent en ville. Mon patron me paie en espèces et il ne paie pas forcément tous les mois. Souvent, je dois attendre un mois et demi ou deux mois, pour qu'il me paie un mois de salaire. Je dois prendre mon mal en patience parce qu'il n'y a pas de travail dans ma ville. C'est pour ça que je suis venu ici, très loin de ma ville.



Plusieurs produits chimiques sont utilisés ici sans qu'il y ait de mesures de sécurité. En plus des conditions de travail rudes, nous sommes donc exposés à ces produits, souvent nous devons les manipuler sans aucune sécurité, et le travail est très difficile. Comme je le dis, nous devons constamment faire le tour des bassins, surtout la nuit.

## encadré 3

### Aquaculture industrielle et santé publique : un agenda urgent pour la justice socio-environnementale

L'aquaculture industrielle est de plus en plus promue comme une solution à l'insécurité alimentaire mondiale et comme un élément clé de la « Transformation bleue ». Pourtant, son expansion rapide soulève d'importantes questions de santé publique qui restent insuffisamment examinées.

Le Mouvement pour la santé des peuples affirme le droit de tous les humains à une alimentation nutritive, saine et abordable, produite grâce à des moyens de subsistance dignes et à des systèmes alimentaires qui minimisent les dommages aux personnes, aux communautés et à l'environnement. Cette perspective fondée sur les droits souligne la nécessité d'évaluer l'aquaculture non seulement par son potentiel de production, mais aussi par ses impacts sur la santé, l'équité et la durabilité écologique.

L'aquaculture intensive repose souvent sur des antibiotiques, pesticides, désinfectants et autres intrants chimiques visant à maximiser la production. Ces pratiques peuvent exposer les travailleuses à des substances dangereuses, contribuer à la contamination des plans d'eau environnants et potentiellement entraîner des résidus chimiques dans les produits alimentaires aquatiques. L'utilisation régulière des antibiotiques soulève également des inquiétudes concernant la résistance aux antimicrobiens, l'un des principaux défis en santé publique mondiale.

Les considérations de santé publique vont au-delà de l'exposition aux produits chimiques. L'aquaculture industrielle peut contribuer à la baisse de la qualité de l'eau, à la perte de biodiversité et au remplacement des espèces endémiques, avec des répercussions sur la santé des écosystèmes, la nutrition et la souveraineté alimentaire. Il existe également un lien entre l'expansion de la production industrielle et le déplacement des petites communautés de pêcheurs et l'érosion des moyens de subsistance traditionnels, affectant les déterminants sociaux plus larges de la santé.

Malgré la croissance rapide du secteur, d'importantes lacunes subsistent concernant la recherche sur la santé au travail, l'exposition des consommateurs, la qualité nutritionnelle, la contamination environnementale et les impacts cumulatifs sur la santé des systèmes d'aquaculture intensive. Alors que les gouvernements et les institutions internationales continuent de promouvoir l'expansion de l'aquaculture, la recherche indépendante et interdisciplinaire doit suivre le rythme. Les faits probants en matière de santé publique doivent éclairer les politiques en parallèle avec les objectifs de production et économiques. Nous appelons les chercheurs, les professionnels de santé, les décideurs politiques et les mouvements sociaux à collaborer pour constituer une base de preuves solide et garantir que les futurs systèmes alimentaires aquatiques privilégient la santé, la durabilité environnementale, les droits humains et la souveraineté alimentaire.

## l'écho des campagnes



### Comment nous avons repris notre mer !

*Communautés de pêcheurs, Karimunjawa, Indonésie*

Je m'appelle Jack, je suis un pêcheur de Karimunjawa, et la vie de ma famille a toujours été liée à la mer. Nous avons l'habitude de pêcher des anchois et de vendre des algues, nous vivions en harmonie avec le rythme de l'océan. Je me souviens de l'époque où les eaux nous fournissaient tout ce dont nous avions besoin. Mais, les bassins à crevettes sont arrivés et ont tout changé.

Toute notre vie a été bouleversée en quelques jours à peine. Des représentants de la compagnie sont arrivés, ont acheté les terres et ont commencé à arracher les mangroves. Ils ont posé des tuyaux directement dans le récif corallien ; des tuyaux qui aspiraient l'eau et recrachaient des déchets. La mer près de nos maisons s'est rapidement transformée en un amas brun, épais et dégoûtant. Mes enfants ne pouvaient plus nager juste au bord du rivage et ma plus jeune fille a beaucoup souffert quand l'eau polluée lui a provoqué de terribles démangeaisons et des cloques sur les pieds.

Nos algues sont devenues blanches et pourries à cause des maladies. Une nuit, tous mes poissons dans les cages sont morts, et ce fut une énorme perte : des centaines de mérous ont suffoqué dans l'eau souillée. Je devais aller plus loin au large pour trouver de l'eau de meilleure qualité, ce qui signifiait consommer plus de carburant et gagner moins d'argent. À cause de la, je me suis encore plus endetté. Je n'ai même pas pu payer l'école de mon enfant et ma famille a commencé à sombrer car nos terres avaient été vendues à l'entreprise.

Mais nous ne sommes pas restés silencieux. Nous avons formé LINGKAR (« Cercle de lutte Karimunjawa »), réunissant des pêcheurs, producteurs d'algues, travailleurs du tourisme déterminés à riposter. La nuit, nous plongeons sans équipement adéquat pour documenter les tuyaux fantômes (tuyaux d'entrée/sortie) qui détruisaient nos récifs. Des hommes de main ont été engagés contre nous, nous avons reçu menaces et intimidation, mais nous avons continué à documenter, à poster avec le hashtag #SaveKarimunjawa, jusqu'à ce que tout le pays soit témoin.

Le gouvernement pensait pouvoir nous faire taire en envoyant l'un de nos dirigeants en prison, en utilisant une loi censée stopper la cybercriminalité mais qui sert surtout à museler les gens en ligne. Mais cela a eu l'effet inverse, et tout le pays s'est mis en colère. Les tribunaux sont même intervenus et ont annulé la condamnation. Nous avons travaillé avec nos amis et des journalistes qui n'abandonneraient pas et nous avons contraint le gouvernement à écouter. Les étangs ont été fermés.

Les opérateurs ont été envoyés en prison pour la pollution causée et, peu à peu, notre mer guérit. L'eau s'éclaircit, le corail respire à nouveau, et les producteurs d'algues osent attacher leurs cordes dans l'eau. Nous sommes encore en train de reconstruire, mais une chose est sûre : lorsque les personnes se rassemblent, elles peuvent tenir même les forces les plus puissantes responsables des torts qu'elles causent.

La dictature de Pinochet a ouvert la voie à l'industrie du saumon au Chili. Aujourd'hui, le pays est le deuxième plus grand producteur mondial de saumons industriels : des millions de tonnes sont transformées chaque année et exportées vers les grandes économies. Il est commercialisé comme un aliment «durable», malgré les preuves de l'utilisation intensive d'antibiotiques et d'autres produits chimiques, ainsi que de l'introduction d'espèces exotiques, responsables de la destruction des écosystèmes lacustres, des rivières et des mers intérieures.

L'État octroie des concessions dans les zones protégées du sud du Chili alors qu'elles font partie des Systèmes ingénieux du patrimoine agricole mondial (SIPAM) de la FAO. Marcela Ramos, membre de l'Assemblée des Femmes Insulaires pour les Eaux (AMIPA), défend le territoire de Chiloé, où l'industrie du saumon pollue les eaux depuis des décennies. Désormais, l'industrie élève des saumons juvéniles dans des lacs d'eau douce, les emmène dans des concessions dans des zones protégées en Patagonie pour atteindre l'âge adulte, puis les ramène à Chiloé pour être transformés. Des groupes tels que l'AMIPA cherchent à mettre au jour les conflits et la négligence de l'environnement, et à élaborer des propositions de solutions communautaires.

Outre la pollution environnementale, l'industrie du saumon a coûté la vie à de nombreux salarié-es qui travaillaient dans les conditions précaires typiques de cette industrie : entre 2003 et 2026, 93 décès ont

été dénombrés. Le Réseau national des femmes dans la pêche artisanale a contribué à exposer les dangers auxquels sont confrontés les travailleurs de cette industrie, en particulier les plongeurs qui nettoient les filets des cages d'aquaculture.

En 2010, le gouvernement a adopté la Loi sur la privatisation de la mer. Cette loi protège l'industrie du saumon au détriment de la pêche artisanale, permettant à l'industrie de privatiser les concessions accordées par l'État, en les utilisant pour demander des prêts à des banques privées, ce qui entraîne la privatisation d'une grande partie de la mer. Tout cela crée des conflits entre le peuple et le gouvernement.

Le Werkén (porte-parole) Francisco Vera Millaquén vit à Pargua, à quelques mètres des usines d'aliments pour saumons. L'expansion de cette industrie a opposé des familles : ceux qui y travaillent ne veulent pas perdre leur emploi, tandis que d'autres défendent leurs terres et leur mode de vie en tant que pêcheurs. La communauté du Werkén Francisco dénonce depuis des années la corruption et l'influence de l'industrie du saumon sur les décisions de l'État. Aujourd'hui, elles se manifestent dans les tentatives de modifier la loi Lafkenche<sup>1</sup>, qui protège les droits des communautés côtières et leur souveraineté alimentaire.

1 - Approuvée en 2008 après dix ans de travail collectif, la loi reconnaît et protège les droits des peuples autochtones sur leurs espaces côtiers traditionnels grâce à la création des Espaces marins côtiers des peuples autochtones (ECMPO).

## Défendre les biens communs est une cause féministe

L'aquaculture industrielle est une forme d'extractivisme portée par des motivations de marché telles que la maximisation du profit même si cela revient à dépasser les limites écologiques. Les méthodes de l'aquaculture industrielle reposent fortement sur la production de masse et le traitement chimique du plan d'eau, ce qui génère de grandes quantités de déchets. Les pêcheur-euses locaux-ales sont privé-s de leur droit à la souveraineté alimentaire, car le pouvoir corporatif transforme la pêche en marchandise.

La Marche Mondiale des Femmes fait primer la vie sur le profit et protège les biens communs pour la durabilité de la vie. Les océans et les environnements aquatiques sont aussi des biens communs, c'est pourquoi défendre les océans comme des biens communs est une cause féministe. Notre combat contre les entreprises transnationales est au cœur du mouvement de la Marche Mondiale des Femmes. Dans notre lutte pour défendre la vie plutôt que le profit, nous nous soulevons contre l'aquaculture industrielle et nous tenons aux côtés des pêcheuses !

## encadré 5

### Travail des femmes dans la pêche

Dans le système capitaliste, le travail des femmes n'est pas reconnu. Ainsi, comme dans l'aquaculture industrielle, les pêcheuses se heurtent à des obstacles juridiques et sociaux. Bien que les pêcheuses travaillent de longues heures et contribuent en grande partie aux revenus de leur famille, leur travail n'est pas mis en avant. Les pêcheuses sont perçues comme des ouvrières auxiliaires. Contrairement aux pêcheurs agréés, les pêcheuses, dont le travail n'est pas reconnu<sup>1</sup>, n'ont pas accès au crédit institutionnel ni aux prestations de sécurité sociale.

Même dans les endroits où les pêcheuses sont reconnues, elles restent exclues du processus d'élaboration des politiques, ce qui limite leur capacité à changer les choses.

1 - Dans l'économie halieutique, les femmes travaillent 17 heures par jour et apportent 48 % des revenus de la famille des pêcheurs. <https://youtu.be/GgZZ82ULku4?si=jL5teOlqUDfma8gx>

# encadré 6

## Nyeléni, solidarité et philanthropie

Le processus Nyéléni, une expression internationaliste des mouvements sociaux, est né d'une nécessité. Il en va de même pour le nouveau cadre de Philanthropie Solidaire lancé l'an dernier par Grassroots International aux côtés de plusieurs mouvements sociaux mondiaux. Ce cadre, ou chemin, établit de nouveaux paramètres sur la manière dont la philanthropie doit fonctionner pour protéger l'autonomie financière des mouvements sociaux.

Le 3e Forum Global Nyéléni a servi de point de départ pour établir Philanthropie Solidaire comme une stratégie collective entre les différents acteurs de la philanthropie et les organisations de terrain. Après des décennies de travail isolé, le 3e Forum Global a été pour les alliés l'occasion de relever ensemble un défi majeur pour la pérennité du Processus Nyéléni : l'influence de la philanthropie sur les mouvements sociaux et comment l'institution ralentissait les communautés que les bailleurs de fonds étaient censés soutenir.

En tant que modèle philanthropique, Philanthropie Solidaire défend :

- **Repenser notre relation avec la richesse.** Comprendre d'où vient l'argent nous aide à comprendre où il doit être dirigé.
- **Aligner l'octroi de subventions sur les objectifs d'autonomie financière des mouvements.** Les subventions doivent correspondre aux priorités

du mouvement, et non l'inverse.

- **Passer du financement à un véritable engagement.** Les relations doivent reposer sur l'apprentissage et la confiance. Les bailleurs de fonds doivent exprimer leur soutien aux mouvements quand ceux-ci sont pris pour cible.
- **Investir dans des infrastructures qui soutiennent les mouvements.** L'infrastructure physique, la justice linguistique, les communications sécurisées, le soin collectif, et plus encore sont essentiels pour faire vivre les mouvements sociaux à long terme.
- **Organiser les acteurs de la philanthropie en synergie avec les priorités des mouvements sociaux.** La solidarité se développe grâce à des relations et à l'action partagée. Comme les pêcheurs qui apprennent des eaux qui les sustentent, nous pratiquons la solidarité en interagissant les uns avec les autres.

L'organisation derrière ce modèle cherche à contester l'institution de la philanthropie. La richesse accumulée par quelques-uns doit profiter aux communautés dont elle est issue. Le 3e Forum Global Nyéléni a été un moment charnière pour les mouvements et les bailleurs de fonds alliés, pour construire ensemble une pratique partagée, fondée sur la solidarité et l'internationalisme.



Illustration de Kino Kanomata